

# AUDIT DE LA DETTE PUBLIQUE :

## La crise, c'est eux, la solution, c'est NOUS !

Organisée depuis longtemps, la crise des finances publiques est aujourd'hui instrumentalisée par les gouvernants, toujours sous l'aiguillon des organisations patronales, afin d'imposer et de généraliser des politiques d'austérité budgétaire.

Ainsi, les politiques publiques et services publics mis en œuvre par l'Etat, les collectivités territoriales, les administrations publiques de la Sécurité Sociale font l'objet d'attaques sans précédent.

Dans un tel contexte, au plan national et local, des collectifs pour un audit citoyen de la dette publique sont créés par des organisations syndicales, des associations et des partis politiques.

Un appel intitulé « **Pour un audit citoyen de la dette** » a été rendu public et a déjà été signé par 45 000 personnes.

Dans notre département un collectif vient d'être créé et, tout comme au plan national, l'objectif affiché est d'organiser un vaste débat public avec les salariés et les citoyens, visant à créer les conditions d'une appropriation citoyenne du débat sur la dette, construire des revendications et des alternatives aux politiques publiques et patronales actuelles visant à condamner le monde du travail et les peuples à l'austérité.

Il s'agit de casser l'orchestration gouvernementale actuelle sur la dette qui justifie aujourd'hui la mise en place de mesures injustes : d'une part, des coupes violentes dans les salaires, dans les pensions, dans la fonction publique et les services publics, et des attaques sur le droit du travail ; de l'autre, un statu quo inacceptable en termes de régulation de la finance.

### L'INTOX SUR LES ORIGINES DE LA DETTE :

« En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. » « En 10 ans, 400 Mds de recettes fiscales perdues. » **Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, avril 2010.**

« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. » **Rapport Gilles Carrez, Commission des finances de l'AN, juin 2010.**

« La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires. » **Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011.**

**En clair, sans les politiques fiscales menées depuis quinze ans, la France remplirait aujourd'hui, les critères de convergence (3 % de déficits publics et 60 % de dette publique par rapport au PIB) en dépit de la crise économique.**

## **Pourquoi se livrer à un audit et qui plus est, citoyen, c'est-à-dire public ?**

Il y a plusieurs raisons à cette démarche. La première est que, comme son nom l'indique, cette dette est publique, au sens où elle impacte les budgets de l'Etat, des Organismes divers d'administration centrale (ODAC), des collectivités locales et des organismes de protection sociale.

Dit autrement, elle limite considérablement le rôle de redistribution des richesses qui incombent à ces différents secteurs de la chose publique.

Plus de dette servie au privé, c'est moins de moyens disponibles pour les besoins sociaux du plus grand nombre. La dette est aussi un outil pour l'inégalité des revenus. Elle concerne chaque citoyen de ce pays. Les plans d'austérité sont décidés et imposés au nom de la réduction des déficits publics et de la dette publique.

La démarche se veut donc pleinement ouverte et citoyenne afin de permettre la réappropriation démocratique et collective de ce qui nous concerne. Ouvrir les livres des comptes publics va dans ce sens. Rendre public ce qui est aujourd'hui interdit de connaître de par la loi comme l'identité des créanciers ou encore la rémunération des banques en charge du marché primaire de la dette est une nécessité si on veut en combattre efficacement les conséquences antisociales. Il s'agit de faire connaître à tous, et combattre en termes clairs et lisibles l'idée que ces questions sont trop compliquées pour être partagées et rendues publiques.



Il est très clair que la thématique de la dette sert aujourd'hui d'alibi pour justifier toutes les attaques contre l'ETAT SOCIAL.

Nicolas Sarkozy n'a d'ailleurs pas dit autre chose lors de son discours du 24 novembre dernier à Strasbourg parlant de la période de crise actuelle comme d'une opportunité pour engager des mesures qui n'auraient pas été acceptées dans d'autres circonstances.

Se servir de la souffrance sociale actuelle pour démanteler une à une les avancées sociales arrachées et conquises par les salariés durant la seconde moitié du XXème siècle, tel est bien l'alpha et l'oméga des politiques d'austérité engagées en Europe.

L'accélération des événements depuis quelques mois semble relever d'un phénomène irrésistible dans lequel la quête du Graal, que constituerait le désormais fameux triple A, justifierait toutes les attaques contre le monde du travail.

Les marchés financiers ont même démontré dans les récents épisodes Grecs et Italiens leur capacité à classer la démocratie au rang des accessoires.

## **JUSQU'OU IRONT-ILS ?**

### **Jusqu'à ce que nous disions NON !**

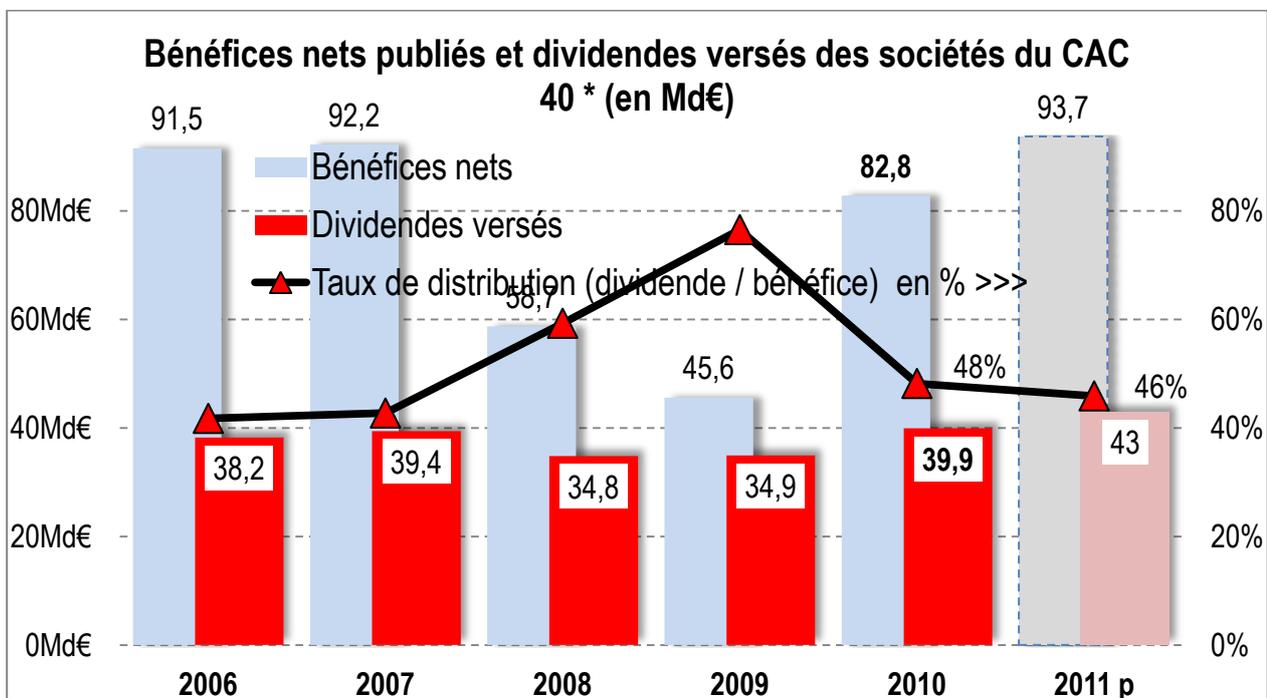
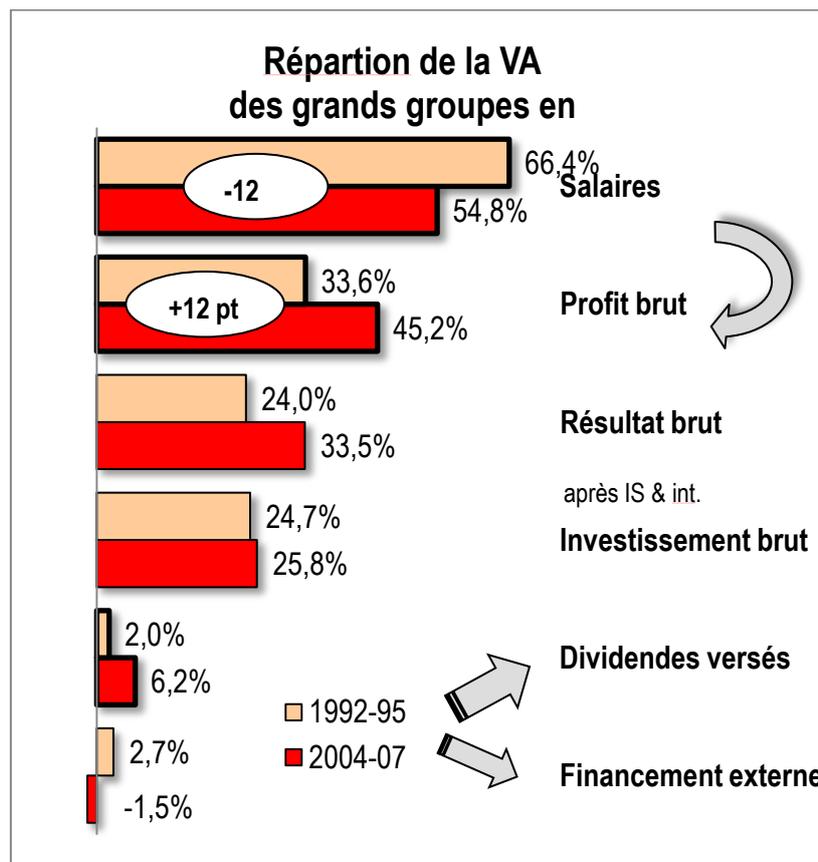
Contrairement à ce que martèle quotidiennement la propagande gouvernementale, nous ne sommes pas face à un phénomène naturel mais bien face aux effets dévastateurs d'une politique au service d'une minorité.

L'urgence aujourd'hui est de convaincre les salariés qu'il y a des alternatives à l'austérité et qu'ils peuvent, par leur mobilisation, faire échec au diktat des marchés.

### **C'est l'objectif que se fixent les collectifs pour un audit citoyen de la dette publique constitués dans toute la France :**

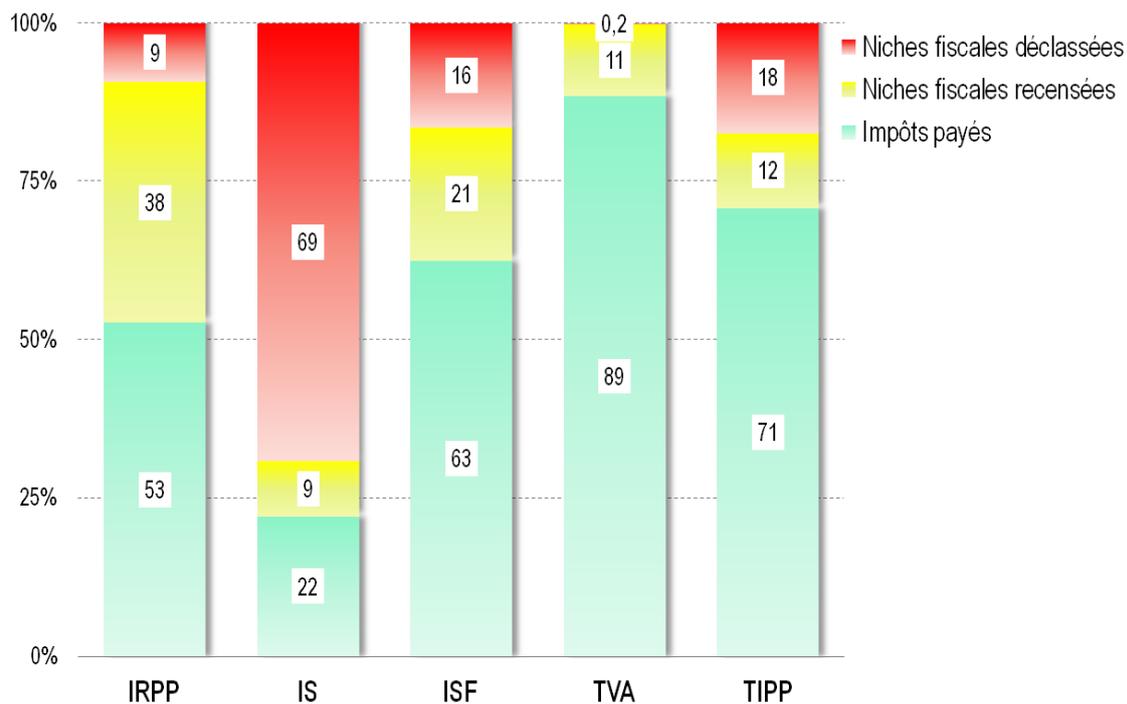
- ♦ Combattre la doctrine TINA ( There Is No Alternative ) inauguré par Maggie Thatcher et perpétuée par le président Sarkozy.
- ♦ Créer les conditions d'une mobilisation la plus importante possible du monde du travail et des citoyens pour imposer d'autres choix comme la création d'un pôle financier public, un rôle nouveau et des missions nouvelles pour le système bancaire, une autre conception de la politique monétaire et du crédit, une réforme de la fiscalité ou une autre construction Européenne.

# QUELQUES CHIFFRES : La crise, quelle crise (pour la finance) ?

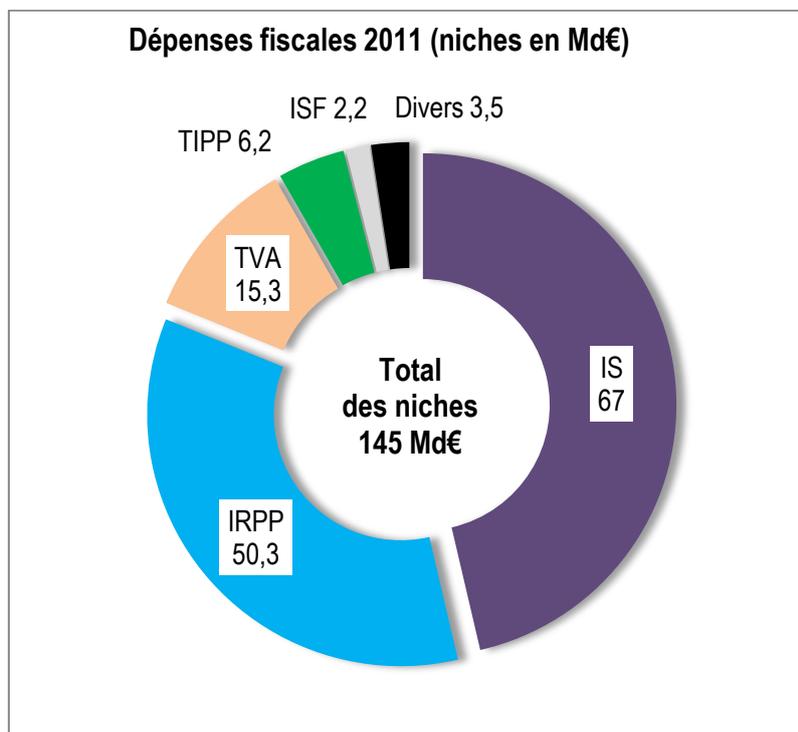




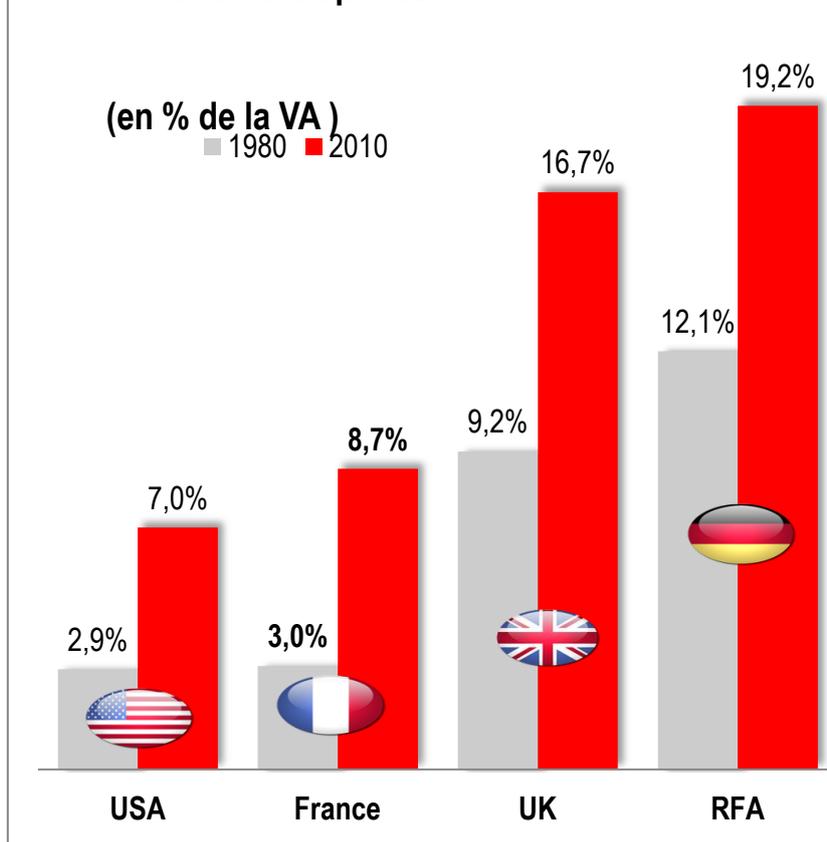
Part des niches fiscales (recensées et déclassées) dans les recettes fiscales potentielles par catégorie en 2009 (en %) ; total 360 Md€ bruts



Dépenses fiscales 2011 (niches en Md€)



## Dividendes des entreprises



### LA FRANCE CHAMPIONNE D'EUROPE DES MILLIONNAIRES :

Une étude menée par une banque suisse ( le Crédit Suisse ) vient de révéler en octobre 2011 que la France est championne d'Europe en nombre de... millionnaires (en dollars).

**Notre pays en compte 2,6 millions en 2011, contre 2,2 millions l'an passé.**

Le calcul est basé sur les actifs financiers et les biens immobiliers (les dettes étant déduites).

En comparaison, le Royaume Uni n'en possède "seulement" que 1,6 million.

En Allemagne et en Grande-Bretagne, les millionnaires sont moins nombreux mais ils sont plus riches.

Si l'on fait le calcul de la fortune moyenne par adulte, la France est le quatrième pays le plus "riche du monde". Elle se place après la Suisse, l'Australie et la Norvège